

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 5 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 22/651**

**AVENANT N°1 AU MARCHE  
39RL22 TRAVAUX POUR LA  
REHABILITATION D'UN  
IMMEUBLE DESTINE A  
L'INSTALLATION D'UN DATA  
CENTER ET DE LA  
DIRECTION DES  
RESSOURCES NUMERIQUES  
DE TPM - LOT 9 COURANT  
FORT(CFO) / COURANT  
FAIBLE (CFA) -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

**ABSENTS :**

M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/651**

**BUREAU DU 5 DÉCEMBRE 2022**

**O B J E T : AVENANT N°1 AU MARCHÉ 39RL22 TRAVAUX POUR  
LA REHABILITATION D'UN IMMEUBLE DESTINÉ À  
L'INSTALLATION D'UN DATA CENTER ET DE LA  
DIRECTION DES RESSOURCES NUMÉRIQUES DE TPM  
- LOT 9 COURANT FORT(CFO) / COURANT FAIBLE  
(CFA) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique qui indique que le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir,

**VU** l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique qui indique que le marché peut être modifié lorsque la modification quel soit son montant n'est pas substantielle,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le marché n°39RL22, relatif aux Travaux pour la réhabilitation d'un immeuble destiné à l'installation d'un Data Center et de la Direction des Ressources Numériques de la Métropole, Lot 9 Courant Fort - Courant Faible (CFO-CFA), conclu pour un montant de 267 289,17 € HT avec la Société INEO et notifié le 20/04/2022,

**VU** le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

**VU** l'avis de la Commission d'Appel d'Offre (CAO) en date du 08/11/2022,

**CONSIDERANT** que la pose de panneaux photovoltaïques était initialement prévue dans le marché,

**CONSIDERANT** que lors de l'instruction du permis de construire du Data Center, le service instructeur a omis de consulter la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), et que la proximité de l'hôpital et de son hélistation à proximité du projet nécessite de mettre en place des panneaux photovoltaïques anti-reflets de 59KWc qui n'étaient pas prévus dans le marché,

**CONSIDERANT** que cette circonstance imprévisible engendre une augmentation de 119 292,87 € HT, représentant 44,63% du prix initial,

**CONSIDERANT** qu'en outre, la flotte de la Direction des Ressources Numériques Mutualisées évolue vers le 100% électrique pour répondre aux obligations réglementaires (véhicules et deux roues électriques). Il est nécessaire :

- D'équiper le parking de bornes rechargeables en mode dynamique,
- D'équiper le parking de bornes vélos électriques,
- De mettre en place 4 prises de courant étanches à proximité de l'entrée du Data Center pour les vélos visiteurs,

**CONSIDERANT** que ces modifications engendrent une augmentation de 19 048,73 € HT, représentant 7,13% du prix initial,

**CONSIDERANT** que le montant total de l'avenant s'élève à 133 331,07 € HT, des travaux supplémentaires étant communs aux deux types de modifications, soit une augmentation totale de 49, 88 %,

**CONSIDERANT** que cet avenant porte donc le montant du marché de 267 289,17 € HT à 400 620,24 € HT,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## ARTICLE 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 au marché 39RL22 d'un montant de 133 331,07 € HT avec la société INEO ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits à l'opération 2001, AP 2020 DATA CENTER.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 13  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0



**MARCHE N°39RL22- 22338 -**

**Travaux pour la réhabilitation d'un immeuble destiné à l'installation d'un  
DATA CENTER et de la direction des ressources numériques de TPM  
– Lot 9 –CFO/CFA**

**AVENANT N° 1**

<b>A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE</b>
--

**Etablissement Public :** Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président en exercice ;

**Direction :** Direction Générale des Services techniques

**Titulaire initial du marché :** INEO PROVENCE ET COTE D'AZUR, représentée par David REICHLING, Directeur d'agence,

**Numéro du marché :** 39RL22- 22338

**Date de notification :** 20/04/2022

**Montant initial du marché :** 267 289.17 €HT

**Imputation budgétaire :** Budget principal- Opération 2001

**Nature de la modification :** circonstances imprévisibles- Adaptation mineures

**Annexes :** Devis N° D-22-IPC7-01277

## ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Hubert FALCO, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

et  
D'une part,

Monsieur David REICHLING, Directeur d'agence d'INEO,

D'autre part,

## IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

### B - OBJET DE L'AVENANT

#### Article 1 : Objet

Lors de l'instruction du permis de construire du Data center, les instructeurs ont omis de consulter la Direction Générale de l'Aviation civile (DGAC). La proximité de l'hôpital et de son hélistation à proximité du projet nécessite de mettre en place des panneaux photovoltaïques anti reflets de 59KWc qui n'étaient pas prévus dans le marché.

En outre, la flotte de la Direction des Ressources Numériques Mutualisées évolue vers le 100% électrique. Il est donc nécessaire :

- d'équiper le parking de bornes rechargeables en mode dynamique
- d'équiper le parking de bornes vélos électriques
- de mettre en place 4 prises de courant étanches à proximité de l'entrée du data center pour les vélos visiteurs

#### Article 2 : Ajout de prix nouveaux- Substitution de prix

Conformément au devis annexé, les suppressions de prix prévus initialement ainsi que les ajouts de prix nouveaux engendrent une augmentation totale de **133 331.07 €HT.**

### Article 3 : Application des clauses du marché modifié

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

#### C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le 03/11/2022 ,

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée  
Pour le Président, par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint des Services

Claude WEISSE

Pour le titulaire du marché,

David REICHLING

  
**FINEO**  
INEO PROVENCE ET COTE D'AZUR SNC  
130, rue du Farnest les Eaux - Zone de la Milona  
83140-SOUS-FAVENS-LES-PYLAGES  
Tel : +33 (0)4 94 31 13 91 - Fax : +33 (0)4 94 92 89 80  
SIRET : 425 311 254 0001 - N° de TVA : 425 311 254 - APE : 4321A

  
David REICHLING  
Directeur d'Agence

## **ANNEXE**



N°	code bordereau	Désignation	Uté	Qté	Prix Unitaire	Prix Total
<b>A</b>		<b>DATA CENTER TPM LOT 9 TS N°1</b>				
		<b>Modification bornes de recharge velo</b>				
<b>A.1</b>		<b>Installations courants forts</b>				
		<i>Modification du TGBT suite à une augmentation de la puissance</i>				
<b>A.1.1</b>		<b>Tableaux de protections TGBT Bâtiment</b>	<b>PM</b>	<b>1</b>		
		Tableau divisonnaire Bureaux RdC (80Kva)	U	-1	21 077,38 €	-21 077,38 €
		Tableau divisonnaire Bureaux RdC (170Kva)	U	1	27 900,84 €	27 900,84 €
		<b>Sous-total Tableaux de protections TGBT Bâtiment</b>	<b>PM</b>	<b>1</b>	<b>6 823,46 €</b>	<b>6 823,46 €</b>
<b>A.1.2</b>		<b>Canalisations</b>	<b>ens</b>	<b>1</b>		
		Canalisations tableau divisonnaire bureaux issues des tableaux généraux basse tension (80KVA)	ML	-120	26,36 €	-3 163,20 €
		Canalisations tableau divisonnaire bureaux issues des tableaux généraux basse tension (170Kva)	ML	120	47,03 €	5 643,60 €
		<b>Sous-total Canalisations</b>	<b>ens</b>	<b>1</b>	<b>2 480,40 €</b>	<b>2 480,40 €</b>
		<b>Sous-total Installations courants forts</b>				<b>9 303,86 €</b>
<b>A.2</b>		<b>Panneaux Solaires</b>				
<b>A.2.1</b>		<b>Installations photovoltaïques</b>	<b>PM</b>	<b>1</b>		
		<i>Plus values :</i>				
		- Panneau Anti reflet, fabrication spéciale avec minimum de commande, délai Important (18-20 semaines)				
		- Panneau nouvelle génération plus performant 380Wc				
		- Augmentation de la production d'énergie				
		- Occupation de la toiture zone SUD				
		Panneaux photovoltaïques 33Kwc	M²	-193	226,36 €	-43 687,48 €
		Panneaux photovoltaïques Anti Reflets 59kwc	M²	276	545,05 €	150 433,80 €
		<b>Sous-total Installations photovoltaïques</b>	<b>PM</b>	<b>1</b>	<b>106 746,32 €</b>	<b>106 746,32 €</b>
		<b>Sous-total Panneaux Solaires</b>				<b>106 746,32 €</b>
<b>A.3</b>		<b>Equipements bornes recharges véhicules</b>				
<b>A.3.1</b>		<b>Protection électrique</b>	<b>ens</b>	<b>1</b>		
		Bornes de recharge véhicules électriques (Mural)	U	-4	5 648,37 €	-22 593,48 €
		Bornes de recharge véhicules électriques (Sur pieds)	U	4	5 974,08 €	23 896,32 €
		<b>Sous-total Protection électrique</b>	<b>ens</b>	<b>1</b>	<b>1 302,84 €</b>	<b>1 302,84 €</b>
<b>A.3.2</b>		<b>Protections électrique</b>	<b>ens</b>	<b>1</b>		
		Appareillages modulaires protection des biens et des personnes	ens	4	823,05 €	3 292,20 €
		<b>Sous-total Protections électrique</b>	<b>ens</b>	<b>1</b>	<b>3 292,20 €</b>	<b>3 292,20 €</b>

N°	code bordereau	Désignation	Unité	Qté	Prix Unitaire	Prix Total
A.3.3		<b>Canalisations</b>	ens	1		
		U-1000 R2V DISTINGO 5G6 D500 P 1 km	m	220	21,21 €	4 666,20 €
		<b>Sous-total Canalisations</b>	ens	1	4 666,20 €	4 666,20 €
A.3.4		<b>Système de supervision</b>	ens	1		
		Câble 100 ohms F/UTP 1x4 P Cat. 5e 100 mhz gaine LSZH	ml	200	2,83 €	566,00 €
		Système de gestion de charge - 100 bornes en mode dynamique	ens	1	850,92 €	850,92 €
		Licence recharge et gestion réseau	ens	1	1 446,16 €	1 446,16 €
		<b>Sous-total Système de supervision</b>	ens	1	2 863,08 €	2 863,08 €
		<b>Sous-total Equipements bornes recharges véhicules</b>				12 124,32 €
A.4		<b>Bornes de recharge 2 roues</b>				
		Bornes de recharge vélos électriques	ens	5	496,27 €	2 481,35 €
		<b>Sous-total Bornes de recharge 2 roues</b>				2 481,35 €
A.5		<b>Mise en place de 4 prise de courant étanches</b>				
		Plexo 55 saillie - PC 2x16A+T	u	4	36,21 €	144,84 €
		Câble U1000 R2V 3G2,5 mm²	ml	40	6,48 €	259,20 €
		Disjoncteur Acti9 IDT40T diff. 30 mA type AC - 1x16A+N courbe C - 6 kA	u	1	201,71 €	201,71 €
		<b>Sous-total Mise en place de 4 prise de courant étanches</b>				605,75 €
A.6		<b>Etude</b>				
		Reprise des plans Note de calcul BT Plan d'implantation	ens	1	2 069,47 €	2 069,47 €
		<b>Sous-total Etude</b>				2 069,47 €
		<b>Sous-total DATA CENTER TPM LOT 9 TS N°1</b>				133 331,07 €
		<b>Prix de vente total</b>				133 331,07 €
		<b>T.V.A. 20,00%</b>				26 666,21 €
		<b>Total T.T.C.</b>				159 997,28 €



Selon notre bordereau, nos conditions s'établissent de la manière suivante :

Montant HT : **133 331,07 €**  
TVA : 26 666,21 €  
TTC : **159 997,28 €**

*cent cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept Euros et vingt-huit cents*

Le délai de réalisation est de

notre offre est réalisée selon les conditions économiques au Septembre 2021 et révisable selon index BT47

Délai d'option  
Règlement par :

Le

**Paul DIEUZY**

## Conditions Générales de Vente - INEO

### / Dispositions communes

#### 1. Conditions applicables :

1.1. Les prestations de services, les fournitures de biens et de matériels ainsi que les travaux réalisés par INEO SA ou l'une de ses filiales au sens des articles L233-1 et suivants du Code de commerce ci-après dénommées « INEO » sont soumis aux présentes « Conditions Générales de Vente » (ci-après les « CGV »). La signature du devis et/ou la passation d'une commande et/ou la conclusion d'un contrat par le Client emporte acceptation des CGV par le Client et renonciation à ses propres conditions générales d'achat.

1.2. Postérieurement à la signature du présent devis pour accord, les CGV ne pourront être modifiées que d'un commun accord constaté par écrit.

#### 2. Devis - Formation du contrat :

2.1. INEO s'engage à exécuter intégralement mais exclusivement les prestations mentionnées au présent devis.

2.2. Les termes du présent devis sont valables un mois. Passé ce délai le devis sera définitivement nul et il devra en être établi un nouveau.

2.3. Le contrat ne sera formé qu'à la triple condition substantielle suivante :

- Paiement de l'acompte dont le montant ou le mode de calcul est précisé au devis ou par défaut à l'article 5.4 ci-dessous.
- L'encaissement effectif de cet acompte.
- La fourniture d'une caution ou la mise en place d'un financement bancaire direct garantissant le paiement des travaux d'INEO pour tous devis dont le montant est supérieur à 12 000 € conformément aux dispositions de l'article 1799-1 du Code civil.

2.4. En tout état de cause, le devis d'INEO et ses éléments tels que calculs, plans, schémas, descriptifs, calepins ou autres demeurent sa propriété exclusive. Le Client engage sa responsabilité personnelle tant civile que pénale en cas de divulgation à quelque tiers que ce soit sans l'autorisation expresse d'INEO.

#### 3. Normes :

Les prestations d'INEO sont exécutées conformément aux lois, règlements, et/ou normes en vigueur à la date du présent devis. En cas de modification de ces lois, règlements et/ou normes applicables en cours d'exécution des prestations, INEO présentera un devis relatif aux modifications nécessaires. Dans le cas où le Client refuserait explicitement ou implicitement, faute de répondre sous huit jours au devis modificatif, le Client assumera seul l'entière responsabilité d'un défaut de conformité des prestations d'INEO aux nouvelles normes.

#### 4. Délais :

4.1. Les prestations d'INEO sont exécutées dans le délai indiqué au présent devis, sauf empêchement ou interruption indépendants de sa volonté.

4.2. Sont des empêchements ou interruptions indépendants de sa volonté au sens de l'article 4.1. ci-dessus, et sans que cette liste soit limitative, la guerre étrangère ou civile, les pandémies, les épidémies, les catastrophes naturelles, les incendies, les inondations, l'arrêt des transports ou de la distribution de l'énergie ou des services publics essentiels, le défaut de production ou de livraison des fournisseurs d'INEO, la modification des conditions d'exécution comme par exemple la restriction de liberté d'accès aux locaux ou de circuler à l'intérieur de ceux-ci.

4.3. Si l'empêchement ou l'interruption résulte du fait du Client, INEO pourra exiger de celui-ci le remboursement de tous coûts supplémentaires en résultant, et en outre une indemnité forfaitaire et définitive calculée sur le montant du devis ou de la commande et par jour calendaire de retard comme suit :

- Pendant les trente premiers jours : cinq pour mille,
- A compter du trente et unième jour : un pour cent.

4.4. Le point de départ du délai est la date de formation du contrat (voir article 2.3 ci-dessus).

4.5. Le principe de l'application de toute pénalité de retard dans l'exécution des prestations du devis doit être discuté avant signature du contrat. L'application de pénalités de retard dans l'exécution des prestations prévues au contrat est en tout état de cause limitée aux cas de retards qui sont directement et exclusivement imputables à INEO. Les pénalités sont récupérables lorsque le délai global d'exécution du contrat est respecté. Les pénalités sont plafonnées à 5% du prix total HT du contrat et sont libératoires.

#### 5. Prix :

5.1. Les prix, même forfaitaires, sont fermes pendant la durée de validité du présent devis (voir article 2.2 ci-dessus) et non révisables pour une durée d'exécution des prestations inférieure à trois mois.

5.2. Si la durée d'exécution dépasse trois mois, les prix seront révisés selon la formule prévue au présent devis, les indices de base étant les derniers publiés à la date d'établissement de celui-ci et les indices de révision les derniers publiés à la date de facturation concernée.

5.3. Les prix ne sont applicables qu'au présent devis et ne pourront être opposés pour la réalisation de commandes complémentaires ou postérieures.

5.4. L'acompte visé à l'article 2.3 ci-dessus sera de 30 % du montant hors taxes du devis ou de la commande.

5.5. Les prix s'entendent hors frais de compte prorata, hors frais de pilotage, hors frais de chantier, hors frais d'organisme de contrôle, ainsi que hors toutes sujétions y afférentes. Les prix ont été établis en fonction de la réglementation fiscale en vigueur à la date de création du devis. Par conséquent, si, postérieurement à cette date, une loi, une ordonnance ou toute autre norme entre en vigueur et modifie la réglementation fiscale en vigueur en cours d'exécution du contrat, le prix sera modifié en conséquence afin de prendre en compte la réduction ou l'augmentation d'impôt(s), droit(s) ou taxe(s) correspondante.

5.6. Le prix ne comprend pas les coûts de la police Tous Risques Chantiers (TRC) ni de la police Responsabilité Civile Décennale Collective Complémentaire. Le prix ne comprend pas les frais d'extension éventuelle de garanties ou responsabilités particulières que pourrait exiger le Client, en dehors des conditions générales de vente et polices d'assurance standards.

5.7. Les dispositions de l'article 1195 du Code civil relatives à l'imprévision s'appliquent à l'ensemble des devis, commandes et/ou contrats y compris ceux dont le prix est forfaitaire.

#### 6. Paiement - Retard de paiement :

6.1. Les paiements sont payables à l'adresse précisée par INEO, nets et sans escompte.

6.2. A l'exception de l'acompte à la commande payable comptant, toutes les factures sont payables à 30 jours, date de facture.

6.3. Tout retard de paiement entraînera de plein droit et sans autre formalité la suspension, immédiate et jusqu'à régularisation, des livraisons et/ou travaux, aux risques et périls du Client.

6.4. En outre, et sans préjudice de ce qui précède, tout retard de paiement entraînera l'exigibilité immédiate de toutes sommes dues augmentées d'un intérêt égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage, calculé par jour calendaire jusqu'à la date de paiement intégral effectif. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire.

6.5. En application des articles L441-10 et D441-5 du Code de commerce, tout retard de paiement entraînera de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 € en compensation des frais de recouvrement, sans préjudice d'une indemnité complémentaire due pour frais de recouvrement en cas de dépassement de ce forfait.

#### 7. Responsabilité :

La responsabilité d'INEO est limitée à l'indemnisation des seuls préjudices directs et certains dûment justifiés, causés par sa faute et/ou sa négligence et/ou celle de son personnel au Client, à l'exclusion de tous dommages indirects et d'immatériels tels que pertes de production et d'exploitation, pertes de profit et de revenus, perte d'image, manques à gagner subis par le Client. En outre et sauf dispositions d'ordre public contraire ou stipulations contractuelles dérogatoires, sa responsabilité est plafonnée, toutes causes confondues, à deux fois le montant de la commande ou du devis avec un plafond minimum de 100 000 (cent mille) euros et un plafond maximum de 1,5 million (un million cinq cent mille) d'euros par sinistre et pour la durée de la commande ou du contrat. Le Client renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tout recours à l'encontre d'INEO et de ses assureurs au-delà des plafonds et limitations stipulés ci-dessus.

#### 8. Attribution de compétence :

Sans préjudice des dispositions de l'article 48 du Code de procédure civile, toute contestation relative à l'interprétation, l'objet et/ou l'exécution de la commande, du devis ou du contrat sera soumise au tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le siège de l'entité d'INEO concernée, à l'exclusion de toute autre juridiction.

#### 9. Ethique - responsabilité environnementale et sociétale :

Chacune des parties reconnaît avoir pris connaissance des engagements du Groupe ENGIE en matière d'éthique et de responsabilité environnementale et sociétale et s'engage à ce titre à respecter les engagements du Groupe ENGIE définis dans ses chartes et documents de référence consultables sur son site web [www.engie.com](http://www.engie.com). Ces obligations s'appliquent aux parties mais aussi à leurs éventuels sous-traitants et fournisseurs.

Les parties s'engagent à mettre en place au sein de leurs sociétés les règles et procédures nécessaires afin de s'assurer du respect des obligations visées dans le présent article et d'en faire une évaluation régulière.

Toute violation des stipulations du présent article constitue un manquement contractuel conférant le droit à la partie non défaillante de procéder à la suspension et/ou la résiliation de la commande ou du contrat aux torts exclusifs de la partie défaillante, et sans droit à des indemnités de résiliation.

#### 10. Données personnelles :

Les Parties s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à respecter les obligations et exigences du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »), de la loi n°78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, ainsi que de toute législation ou réglementation relative à la protection des données à caractère personnel applicable aux traitements effectués dans le cadre du contrat.

Dans le cadre de l'activité d'INEO, cette dernière procédera, en qualité de responsable de traitement, à un traitement de certaines données personnelles, dont la finalité est de permettre de gérer la relation clientèle (dont la facturation et le recouvrement) et dont l'utilisation est strictement nécessaire à l'exécution du contrat ou relève de l'intérêt légitime d'INEO. Les données strictement nécessaires à l'exécution du contrat sont collectées directement auprès du Client.

La personne physique dont les données sont collectées (« la personne concernée ») dispose, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, d'un droit d'accès, d'interrogation, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité de ses données personnelles. Elle dispose également d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel pour des motifs légitimes et du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elle entend que soient exercés, après son décès, ces droits. Pour exercer ces droits, elle doit adresser sa demande au Data Privacy Manager (DPM) d'INEO à l'adresse suivante : [dpm.engie-ineo@engie.com](mailto:dpm.engie-ineo@engie.com) ou INEO SA - A l'attention du DPM - Casler courrier 1031 - Tour T1 - 1 Place Samuel de Champlain - F-92390 PARIS LA DEFENSE Cedex. Elle peut également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Dans le cas où l'objet du présent contrat implique qu'INEO traite des données personnelles pour le compte, sur instruction et sous l'autorité du Client, les Parties préciseront dans le contrat ou dans un acte juridique séparé les stipulations régissant ledit traitement conformément à l'article 28 du RGPD.

### II/ Dispositions particulières aux prestations de services/travaux

#### 11. Conditions pratiques d'exécution :

11.1. La consistance des prestations d'INEO est strictement limitée au descriptif figurant dans le devis.

11.2. Lorsque les prestations doivent être combinées aux études et/ou travaux d'autres entreprises, l'obligation se limite à la fourniture au Client des informations lui permettant de faire intervenir ces entreprises. La coordination technique reste à la charge du Client.

11.3. La mise et le maintien à la disposition d'INEO du site d'exécution et de ses accès, la fourniture d'eau, d'électricité et tous autres fluides, restent à la charge du Client.

#### 12. Norme (Afnor) NF P 03-001 :

Les prestations de travaux sont soumises, selon leur nature, aux normes Afnor, et notamment à la norme NF P 03-001 dans sa version la plus récente, à l'exception des stipulations de ces normes auxquelles les CGV dérogent.

### III/ Dispositions particulières aux fournitures

#### 13. Garanties :

13.1. Sans préjudice de l'application des règles d'ordre public, INEO garantit ses fournitures contre tout vice caché de conception ou de fabrication qui les rendrait impropres à l'usage auquel elles étaient destinées pendant un an à compter de leur livraison.

13.2. L'obligation de garantie est toutefois expressément limitée à la réparation ou, au choix d'INEO, au remplacement à neuf de ses fournitures, y compris main d'œuvre, pièces de rechange et déplacements, à l'exclusion de toute autre indemnisation pour quelque cause que ce soit, notamment préjudices directs, indirects ou immatériels.

La garantie est exclue en cas d'usure normale, de défaut d'entretien ou en cas d'utilisation non conforme aux prescriptions délivrées par INEO.

#### 14. Réserve de propriété :

14.1. Il est expressément convenu que, jusqu'à parfait paiement qui seul emporte transfert de propriété :

- Les fournitures qu'elles soient, installées ou non restent la propriété d'INEO par dérogation aux articles 546, 551 et suivants ainsi que 712 du Code civil.
- Les fournitures restent sous la garde du Client qui en assume tous les risques.

14.2. En conséquence, le Client ne pourra revendre les fournitures à des tiers qu'avec l'accord exprès et préalable d'INEO.

14.3. Jusqu'à parfait paiement, sans préjudice des autres droits et de ce qui est prévu à l'article 6 « Paiement - Retard de paiement », INEO pourra, même en cas de procédure collective du Client, exiger restitution des fournitures aux frais et charges du Client, sans autre formalité qu'une mise en demeure de restituer par lettre recommandée avec avis de réception.

## RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT

**Marché n°39RL22 - 22338**

**Objet : Travaux pour la réhabilitation d'un immeuble destiné à l'installation d'un DATA CENTER et de la direction des ressources numériques de TPM**  
**AVENANT N° 1 – Lot 09**

### 1- Descriptif du Marché

Procédure initiale	Procédure ouverte
Titulaire	<u>INEO PROVENCE ET COTE D'AZUR</u>
Date de notification	19/04/2022
Durée du marché	16 mois
Date de fin du marché	19/08/2023
Période d'exécution du marché lors de la demande d'avenant / de modification du contrat	Marché en cours
Montant du marché si ordinaire ou à tranches	267 289.17€HT
Projet avenant n°	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	
Observations	NON

### 2- Fait(s) générateur(s)

#### Description de l'évènement :

Lors de l'instruction du permis de construire du Data center, les instructeurs ont omis de consulter la Direction Générale de l'Aviation civile (DGAC). L'implantation de l'hôpital et de son héliport à proximité du projet nécessite de mettre en place des panneaux photovoltaïques anti reflets de 59KWc qui n'étaient pas prévus dans le marché. Ces modifications ont des répercussions sur :

✓ Le coût de ces panneaux solaires anti reflet qui majore le prix de la fourniture HT

Ces travaux imprévisibles sont nécessaires à la bonne poursuite du chantier. Ils assurent la possibilité de rentrer dans le cadre des nouvelles conventions ENEDIS sur l'autoconsommation collective. Le surplus électrique produit par les panneaux pourra de ce fait être partagé avec le Stade Léo Lagrange, il s'agit d'un projet pilote pour TPM.

De plus, suite à la mise en place du décret tertiaire à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2022, il est nécessaire d'y répondre à travers l'installation de panneaux photovoltaïques obligatoires sur nos équipements.

La flotte de la Direction des Ressources Numériques Mutualisées évolue vers le 100% électrique pour répondre aux obligations réglementaires (véhicules et deux roues électriques). Il est nécessaire :

- ✓ d'équiper le parking de bornes rechargeables en mode dynamique
- ✓ d'équiper le parking de bornes vélos électriques
- ✓ de mettre en place 4 prises de courant étanches à proximité de l'entrée du data center pour les vélos visiteurs

Montant initial du marché :  
Avenant 1 Travaux supplémentaires  
**Nouveau montant du marché :**

**267 289.17 € HT**  
133 331.07 € HT  
**400 620.24 € HT**

### 3- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (joindre tout document nécessaire (plans, note BE....) :

Il convient d'acter ces travaux imprévisibles

- Réaliser ces travaux imprévisibles : devis en pièce jointe des postes impactés par la substitution de panneaux photovoltaïques
- Impact sur la durée (joindre le cas échéant les OS d'ajournement) : sans impact

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

Les documents de l'entreprise sont joints à la demande d'avenant

### 4 – Cas de Recours à un Avenant

<p><b>Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique</b></p>	<p><input type="checkbox"/> <b>Article R2194-1</b> : Le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de <b>clauses de réexamen</b>, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.</p>
	<p><input checked="" type="checkbox"/> <b>Article R2194-2</b> :Le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, <b>sont devenus nécessaires</b> et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition <b><u>qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques</u></b> tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.</p>
	<p><input checked="" type="checkbox"/> <b>Article R2194-5</b> : Le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par <b><u>des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.</u></b> Dans ce cas, les dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4 sont applicables.</p>
	<p><input type="checkbox"/> <b>Article R2194-6</b> :Le marché peut être modifié <b><u>lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial</u></b> du marché, dans l'un des cas suivants :</p> <p>1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 ;</p> <p>2° Dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas</p>

	<p>d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> <b>Article R2194-7</b> : Le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque <u>les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.</u></p> <p>Pour l'application de l'article L. 2194-1, une modification est substantielle, notamment, lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <p>1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;</p> <p>2° Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;</p> <p>3° Elle modifie considérablement l'objet du marché ;</p> <p>4° Elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.</p> <p><input type="checkbox"/> <b>Article R2194-8</b> : Le marché peut être modifié <u>lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux,</u> sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.</p> <p>Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables au cas de modification prévue au présent article.</p>
--	--

## 5 – Impact Financier

- A) Moins-Values : 0
- B) Plus-values : + 133 331.07€ HT
- C) Soit une augmentation totale de **49.88 %**,

### Circonstance imprévisible

- **panneaux photovoltaïques:** 119 292.87 € HT soit 44.63% d'augmentation
- **bornes de recharge:** 19 048.73 € HT soit 07.12% d'augmentation

### D) Analyse des documents joints

### E) Bilan

Une augmentation du marché de **49.88%**,

## 6- Mouvement financier

☒ **NON**

☐ **OUI**




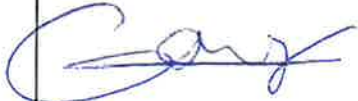
Si oui :

	DE	VERS
<b>Budget</b>		
<b>Opération budgétaire</b>		

Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

**Par la signature de ce rapport, le demandeur certifie que le marché est en cours d'exécution et/ou a fait l'objet d'une prolongation (OS joint).**

Fait à Toulon, le 25 Juillet 2022

Le Chef de projet : Safia YETIS 	Le Directeur Véronique HAVET 	Adjoint au DGST : Rudy NICOLAU 	Le DGST Didier GOUBÉ 
---	---	---	--

## RESERVE AUX FINANCES

*(voir page suivante)*

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire	Date : Signature :

## RESERVE A LA DCP

*(voir dernière page)*

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ? ..... ..... ..... .....	Date : Signature :
	Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant ..... ..... .....	Date : Signature :



Service gestionnaire		
Montant		

**Par la signature de ce rapport, le demandeur certifie que le marché est en cours d'exécution et/ou a fait l'objet d'une prolongation (OS joint).**

Fait à Toulon, le 25 Juillet 2022

Le Chef de projet : Safia YETIS	Le Directeur Véronique HAVET	Adjoint au DGST : Rudy NICOLAU	Le DGST Didier GOUBÉ
------------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------	-------------------------

## RESERVE AUX FINANCES

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire Opération gérée en AP/CP. Les crédits nécessaires à cet avenant viendront en déduction des aléas prévus dans l'AP.	Date : 08/09/2022 Signature : 

## RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ? ..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Procédure du marché initial	<input type="checkbox"/> Passage en CAO ou commission MAPA : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> Transmis en Préfecture : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Commission	<input type="checkbox"/> CAO <input type="checkbox"/> Commission MAPA <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Bureau Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	